

COMPTE RENDU DE LA DELEGATION DU 2 JUIN 2016

À l'appel des sections syndicales CGT, SOLIDAIRES, FO des Hauts-de-Seine, une délégation de 40 collègues a rencontré la Direction représentée par M. LAMIOT, M. GAUTIER et MME ARCHER, le jeudi 2 juin 2016.

La délégation était composée des représentants des trois organisations syndicales et de collègues représentant les services suivants : PCE Sceaux ; TM et ex-RGF Antony ; CFP Montrouge ; SIP de Vanves ; Issy-les-Moulineaux SIP et PCE ; Boulogne SIE nord et sud, PCRП et SIP nord ; Saint-Cloud SIE et TM ; Nanterre Trésorerie Amendes et direction ; Nanterre Tivoli CDIF, SPF, PCRП ; Asnières TM, SIP et PCE ; SIP Clichy ; Colombes SIE et TM ; Levallois PCE ; Sèvres SIP et brigades de vérification. L'entrevue a duré toute la matinée.

En introduction, après avoir rappelé l'exigence de retrait du projet de loi El KOMRI, la délégation est revenue sur les attaques majeures que subit la DGFIP : suppressions d'emplois, sous-effectif chronique, nouvelles suppressions d'emplois à l'horizon 2017, restructurations incessantes, et maintenant, « lignes directrices » du Directeur Général mises en ligne sur Ulysse sans la moindre information des organisations syndicales avec au programme : pôles interrégionaux, mobilité, règles de gestion à deux vitesses, ...La délégation a rappelé les grèves et actions engagées dans de nombreux départements (Pyrénées-orientales, Aude, Var...).

La délégation a exigé l'arrêt des suppressions d'emplois, le comblement des postes vacants et l'arrêt des restructurations et l'abandon des « lignes directrices ».

Le Directeur a reconnu le problème posé par le sous-effectif dans les catégories B et C. Il espère un mouvement complémentaire favorable pour la catégorie C. Il a affirmé avoir demandé à la Direction Générale le comblement de tous les postes vacants par le mouvement complémentaire.

Les collègues des différents sites ont ensuite fait part de la situation et des revendications de leur service :

- **Boulogne SIE Nord** : 4 postes de contrôleurs sont vacants de longue date et des mutations sont à venir au 1^{er} septembre. Les collègues sont à bout. Ils ont remis une pétition signée par l'ensemble des agents. La direction a répondu qu'elle mettrait 2 EDR en juin et juillet. La direction veillera à renforcer le service lors des affectations locales.
- **Boulogne Jaurès** : la pétition signée par 62 agents a été remise, demandant l'arrêt des suppressions de postes et des restructurations, le pourvoi des postes vacants, du matériel informatique récent et le retrait des ordinateurs en libre-service ainsi que du projet de réception sur rendez-vous. La direction a renvoyé la responsabilité du retrait des ordinateurs en libre-service aux chefs de service. Elle s'est engagée à accélérer l'installation du matériel informatique récent et à faire procéder aux réparations électriques urgentes.
- **SIE Colombes** (fortement mobilisé, le service de comptabilité du SIE était fermé, tous les agents B et C titulaires étaient en grève). Par rapport à 2015, il manque 1/3 des effectifs B et C. Les agents sont à cran, sachant chaque matin que la journée va être « galère ». Infiltrations d'eau au niveau du toit, ascenseur public hors service. La direction reconnaît la situation difficile des effectifs et annonce de gros travaux (isolation, étanchéité et réfection des façades).
- **TM Colombes** : huit mutations sont prévues ainsi qu'un congé maternité. Les collègues ne sont pas informés des modalités du transfert au CFP. La direction va se rendre sur place pour informer les agents.
- **CDIF Sèvres et Nanterre** : tous les collègues du CDIF de Sèvres étaient en grève et le CDIF Nanterre était fermé au public. Une pétition signée à l'unanimité a été remise à la direction. Elle demande l'abandon de la restructuration qui signifie le démantèlement des services et un immense gâchis en terme de perte de technicité. La délégation a fait remarquer que les locaux de Suresnes n'étaient pas en mesure d'accueillir les archives du cadastre (partie habitation) et que les agents seraient placés sous l'autorité du responsable du SIP de Suresnes. La délégation s'est élevée contre le fait que les agents pourraient effectuer des tâches du SIP. La direction a précisé que « ça ne se fera qu'à la marge ». Tout cela explique l'inquiétude et le rejet des agents. Concernant la répartition et la

localisation des pôles PTGC (géomètres) et PELP (locaux professionnels), la direction a indiqué que rien n'était tranché. L'installation d'une antenne temporaire PTGC à Nanterre n'est pas écartée.

- **CFP Issy-les-Moulineaux** : une issue de secours est rendue difficile d'accès du fait de l'installation d'un système d'accès par bip. Un problème d'agencement et de confidentialité au niveau des box, accueil et rez-de-chaussée a été signalé. La direction s'est engagée à réétudier ces problèmes.
- **Pôle enregistrement Issy-les-Moulineaux**. Tous les agents ont signé une pétition demandant le comblement des 5 postes vacants, l'implantation de postes supplémentaires et l'abandon du projet de fusion pôle enregistrement-SPF. La direction reconnaît le sous-effectif, renvoie l'implantation de postes supplémentaires au CTL emploi de fin d'année. Au sujet du pôle fusionné, elle indique que les tâches resteront dissociées dans le respect des métiers, « n'empêchant pas la coopération des services ». Cela ne revient-il pas à réintroduire de la polyvalence ?
- **SPF Vanves** : 22 agents des SPF 1 et 2 ont signé la pétition demandant l'abandon du projet de fusion SPF/pôle d'enregistrement et le maintien du régime indemnitaire spécifique SPF. Les agents soulignent les difficultés rencontrées dans les services. La direction répond que les difficultés sont concentrées sur un seul SPF et que plus rien ne justifie le régime indemnitaire spécifique. Tout est bon pour justifier l'alignement vers le bas !
- **CFP Nanterre Tivoli** : SPF, Pôle enregistrement, PCE, PCR, SIE, SIP, tous les services sont confrontés au sous-effectif (postes vacants et suppressions d'emplois) et aux charges de travail écrasantes. Les restructurations aggravent cette situation et préparent de nouvelles suppressions de postes. Les agents demandent le pourvoi de tous les postes et l'arrêt des suppressions d'emplois. Au SPF 1, les collègues demandent que les postes vacants soient pourvus et en particulier celui de chef de contrôle, inoccupé depuis le 1er janvier.
Comme dans les autres services la souffrance au travail s'étend.
- **PCE Asnières** : 1 poste de A ne sera pas remplacé en septembre. Le rattachement du pôle à Asnières affaiblit le lien avec le SIE de Colombes. Toute la chaîne du contrôle fiscal est affectée par les difficultés ainsi créées pour la programmation.
- **Sèvres Brigades et PCE** : les trois brigades et le PCE sont actuellement en sous-effectif. Les brigades de vérification ne disposent pas de suffisamment de fiches de programmation. La délégation a fait également état de l'inquiétude quant au devenir du contrôle fiscal avec le projet de "vérification de comptabilité du bureau" qui figure dans les lignes directrices de la Direction générale. La direction départementale souhaite conserver l'animation du contrôle fiscal. La délégation a ensuite souligné la défaillance de SIRIUS PRO.
- **SIP Sèvres** : 4 agents du secteur de Meudon devraient partir pour cause de mutation ou d'obtention d'un concours, 1 poste est vacant suite à un arrêt maladie. L'assiette doit faire face à l'augmentation des méls et des communications téléphoniques. Le standard téléphonique saute. Le serveur informatique plante. Une colonne d'eau fuit. Le chauffage est défaillant. Bienvenue à Sèvres !
- **Trésorerie Amendes** : le poste est en sous-effectif avec une vacance de trois emplois. Le service doit faire face à un important turnover (7 départs sont prévus en septembre) et à trois arrêts maladie de longue durée. Le recours au vacataire en charge du courrier n'est plus régulier. La direction assure suivre la situation du service de très près.
- **TM Asnières** : la délégation a fait part des inquiétudes liées à la baisse des effectifs à la rentrée. Il n'y a pas de local spécifique pour la réception des régisseurs. Les agents rencontrent des difficultés quant au maniement des sacs de pièces. La direction précise qu'elle s'efforce de sensibiliser les ordonnateurs afin que l'argent ne transite plus par la trésorerie.

- **TM Antony** : la délégation a communiqué au directeur la demande des agents de cette trésorerie d'être reçus à Antony par le directeur et la responsable du pôle gestion publique afin d'explicitier les moyens affectés à l'encadrement et les modalités de fonctionnement jusqu'en décembre. Les collègues souhaitent également que le sous-effectif soit enfin reconnu par la direction et que des moyens supplémentaires soient affectés.
- **Direction Nanterre** : La délégation a alerté la direction sur la situation de sous-effectif chronique des services CDC (-4 agents sur 5, compte tenu des départs prévus cette année) et DFT (-3 agents sur 6). Les collègues s'épuisent à compenser les vacances de postes. Les missions ne sont plus assurées correctement. Il est urgent que la direction affecte les agents nécessaires. La délégation a également évoqué la situation de sous-effectif des services Dépense de l'Etat et Liaison rémunération.
- **TM Saint-Cloud** : 3 postes sont vacants et quatre départs sont prévus. A ce stade seuls deux postes B seront remplacés. En matière de congés, les agents s'interrogent sur les raisons pour lesquelles il n'est pas tenu compte des congés prévisionnels posés sur Agora. La diffusion des planning est tardive. Les congés d'été ne sont toujours pas validés.
- **SIE Saint-Cloud** : un poste B est supprimé au 1er septembre et un inspecteur expérimenté part en mutation. Face à l'augmentation de la charge de travail les agents sont inquiets.
- **Clichy** : les agents s'interrogent ; la fusion de la RAN Clichy avec celle d'Asnières n'annonce-telle pas la disparition d'un des deux sites ? La direction dément mais explique que la question du maintien des petits services (SIE ou SIP entre 10 et 12 agents) est posée.

Au total ce sont près de vingt collègues qui sont intervenus pour exposer la situation de leur service et leurs revendications. Cinq pétitions portant les signatures des agents de services entiers (Boulogne Jaurès, CDIF, SIE Boulogne, pôle enregistrement Issy, SPF Vanves) ont été remises à la direction.

En résumé, la direction s'est engagée :

- à faire remonter à la Direction Générale les revendications en matière d'effectifs ;
 - à être attentive aux situations particulièrement tendues au moment des affectations des EDR et des mouvements d'affectation locaux ;
 - à résoudre les divers problèmes matériels (travaux, informatique, chauffage, ascenseur ...).
- Cependant, elle n'a pas remis en cause les projets de restructurations. Elle a également évoqué la possibilité de déroger aux règles de gestion dans le cadre des mouvements locaux (gels de certains postes). C'est inadmissible. Les droits et garanties des personnels en matière d'affectation doivent être respectés, tous les postes doivent être pourvus !

Une fois terminée l'audience avec la direction, la délégation s'est réunie.

Suite à la discussion il a été décidé :

- **de faire le compte rendu de la réunion à tous les collègues,**
- **de discuter avec eux des moyens de poursuivre et d'amplifier la mobilisation pour la satisfaction des revendications,**
- **d'appeler les collègues des Hauts-de-Seine, dans tous les services, à faire de même et à rédiger leurs cahiers de revendications,**
- **de préparer la grève et la manifestation nationale du 14 juin pour le retrait du projet de loi El Khomri.**

La délégation s'est également accordée pour se constituer en comité de mobilisation composé des sections syndicales et délégations de sites.

Sur chaque site, dans chaque service rédigeons notre cahier de revendications :

REVENDEICATIONS DU SERVICE DE

Signatures :

À retourner aux sections syndicales CGT, Solidaires et FO des Hauts-de-Seine